

**SAINT JOHN, NOUVEAU-BRUNSWICK  
LE 18 AVRIL 1986**

Au cours d'un vaste débat sur les questions du désarmement et du développement, on se penche surtout sur le rôle du Canada tant au niveau du désarmement qu'à celui du développement ainsi que la perception qu'a le public des "messages confus" que le gouvernement transmet sur les questions de politique étrangère, en particulier dans ces deux importants domaines. On s'inquiète également de la militarisation des provinces de l'Atlantique et de la nature des relations entre le Canada et les États-Unis.

D'autres perçoivent un rapprochement avec les États-Unis sur les questions de politique étrangère. Prenant comme exemple l'agressivité dont a fait récemment preuve ce pays en Libye, les participants déclarent souhaitable et possible que le Canada se distancie des politiques américaines afin de préserver son approche plus traditionnelle à l'égard des relations mondiales, par exemple, par le biais des Nations Unies, qu'il devrait chercher à renforcer.

Prenant comme exemple le refus d'un député du Nouveau-Brunswick de rencontrer ses électeurs pour parler des rapports entre le désarmement et le développement, plusieurs personnes s'inquiètent du manque de politiques réceptives et progressistes du gouvernement. Alors que les politiques et mesures ne se concrétisent pas, il se fait encore beaucoup de rhétorique qui, selon certains, ne correspond pas à la politique réelle. D'où les préoccupations à propos des "messages confus."

Sur la question des rapports entre le désarmement et le développement, bon nombre reconnaissent que le sujet est bien trop vaste et complexe pour se limiter à une simple réaffectation de ressources du désarmement au profit du développement et que les perceptions et attitudes à cet égard doivent être redéfinies. Ces rapports sont perçus comme un "programme révolutionnaire". Ainsi, la transition vers ce nouveau mode de pensée ne serait pas facile, mais exigerait un rajustement difficile et pénible.

À propos de la disparité entre les dépenses en armements et le profond sous-développement dans la plupart des pays du monde, disparité que l'on perçoit comme "une immoralité grave et lourde de conséquences", d'aucuns recommandent que le Canada adopte sur ces questions une position plus ferme afin d'orienter les politiques canadiennes et mondiales dans un sens qui reflèterait cet important rapport.